

# Touche pas à La Poste !

Le ministère de l'économie et la Direction de la poste ont confirmé leur volonté de privatiser La Poste en la transformant en Société Anonyme. Contrairement à ce qu'affirment gouvernement et direction de la Poste, **postiers et usagers n'ont rien à y gagner, mais au contraire beaucoup à y perdre !**

Que signifie cette transformation de La poste en Société Anonyme ?

- ⇒ **La notion de service public, déjà bien écornée disparaîtrait totalement** : chantage aux objectifs pour les salariés, fermetures massives des bureaux de poste jugés non rentables, horaires d'ouvertures réduits, suppression des « services » aux usagers au profit de « produits commerciaux rentables ».
- ⇒ **La Poste perdrait son statut d'entreprise publique** : il suffit de regarder autour de soi pour constater les dégâts des privatisations des opérateurs publics (eau, gaz, téléphone, etc.). L'utilisateur que nous sommes tous ne manquerait pas de subir rapidement des hausses importantes de tarifs.
- ⇒ **La rémunération des actionnaires et la rentabilité à tout prix deviendraient les priorités** : cela se ferait sur le dos des salariés en réorganisant, supprimant des emplois, en aggravant les conditions de travail, en abaissant les conditions sociales et sur celui des usagers qui deviendraient définitivement des clients avec tout ce que cela comporte comme manque de considération de la part d'une entreprise.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette régression des services publics dans notre société. En tant que citoyen, mais aussi en tant que salariés d'une entreprise publique, il existe un certain nombre de convergences d'intérêts que nous devons développer.

A l'heure où le Président de la SNCF ne cesse de vouloir rassurer sur l'éventualité d'une privatisation future de la SNCF et de ses activités, ce projet de privatisation de La Poste nous rend encore moins dupes et nécessite notre intervention. En effet, de nombreuses similitudes apparaissent entre la politique de séparation des activités menées à marche forcée par la direction de la SNCF et ce qui s'est passé il y a quelques années aux PTT avec la séparation de La Poste et de France Télécom. Le motif invoqué par la direction de La Poste pour ouvrir le capital est de trouver des liquidités pour assurer ses investissements

**Cheminots(es), nous sommes confrontés à la même politique : une privatisation rampante, toujours moins de service public (fermeture de gares, suppressions d'effectif, précarité de l'emploi, pressions managériales), citoyens usagers des services publics, nous sommes tous concernés par ce qui se déroule à La Poste.**

Comme le service public SNCF, le service public postal a une histoire, des valeurs qui structurent et solidarisent notre société. Comme la SNCF, il appartient à tous les citoyens. Nous devons toutes et tous peser pour l'organisation d'un véritable débat public sur l'avenir de La Poste.

La Poste doit demeurer un service public de qualité et de proximité accessible à tous quels que soient leur situation géographique et leurs moyens. A cet effet, les Fédérations Syndicales de Cheminots CGT, FO, SUD-Rail, affirment leur **totale opposition à la privatisation de La Poste.**

**Elles appellent les cheminots à signer massivement les pétitions contre la privatisation de La Poste et à soutenir, y compris par la participation aux manifestations, la grève unitaire des postiers du 23 septembre.**

**En tant que salariés d'une entreprise publique et citoyens, nous sommes doublement concernés. Nous devons agir pour gagner l'organisation d'un débat public et d'un référendum dans lequel chaque citoyen et citoyenne doit pouvoir décider de l'avenir du service public postal.**

**Mobilisons-nous pour sauvegarder et développer nos services publics !**